

L'Ecole et la confiance dans la Lettre d'E. Macron

3-4 minutes

L'Ecole est directement mentionnée par la Lettre aux français d'Emmanuel Macron qui confirme son intention de construire "l'école de la confiance" et entend mettre tout en débat sauf sa politique économique et sociale, raison majeure de la crise politique.



"Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle... Je pense toujours qu'il faut rebâtir une école de la confiance, un système social rénové pour mieux protéger les Français et réduire les inégalités à la racine". Dans sa "Lettre aux français" publiée le 13 janvier, Emmanuel Macron appelle à "inventer un projet productif, social, éducatif, environnemental et européen nouveau, plus juste et plus efficace". L'Ecole est concernée par 2 des 4 thèmes décidés par le président : la fiscalité et les dépenses publiques et l'organisation de l'Etat et des services publics.

"Le premier sujet porte sur nos impôts, nos dépenses", poursuit E Macron. L'impôt est au cœur de notre solidarité nationale. C'est lui qui finance nos services publics. Il vient rémunérer les professeurs, pompiers, policiers, militaires, magistrats, infirmières et tous les fonctionnaires qui œuvrent à votre service".

Sur ce terrain, E Macron limite immédiatement le débat. " Nous ne reviendrons pas sur les mesures que nous avons prises... afin d'encourager l'investissement et faire que le travail paie davantage. Elles viennent d'être votées et commencent à peine à livrer leurs effets". C'est pourtant sa politique économique et sociale qui est à l'origine de la crise politique et sociale du pays.

Et le président oriente le débat vers "quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?", "quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?", "faut-il supprimer certains services

publics ?" . De même , sur l'organisation de l'Etat, il précise que "les services publics ont un coût, mais ils sont vitaux : école, police, armée, hôpitaux, tribunaux sont indispensables à notre cohésion sociale".

C'est avec ce débat qu'E Macron entend " transformer avec vous les colères en solutions". Pour cela il est prêt à débattre de tous les sujets qui peuvent fracturer l'opinion : la laïcité ou l'immigration sont nommément désignés. Mais il refuse toute autre politique que la sienne sur les sujets qui réunissent l'opposition à sa personne.

"Ce débat est une initiative inédite dont j'ai la ferme volonté de tirer toutes les conclusions. Ce n'est ni une élection, ni un référendum", ajoute-il. On se demande si un débat portant sur tout sauf ce qui met des personnes dans la rue depuis tant de semaines malgré tant de violences, a une chance de mettre fin à la crise. Le président qui se réclame de la confiance ne semble pas vraiment la désirer.

[La lettre](#)